



RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES = SUPPRESSIONS DE POSTES, GEL DES SALAIRES, FUSIONS, MUTUALISATIONS, FERMETURES D'ÉTABLISSEMENTS...

La réduction des dépenses, qui reste la seule solution imposée par les gouvernements successifs, va s'amplifier encore dans le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2019 (PLFSS 2019) Ces restrictions dégradent fortement les conditions de travail des salarié.e.s et agent.e.s : augmentation des Risques Psycho-Sociaux, des maladies professionnelles, des Accidents du Travail, des invalidités....

Ce sont à nouveau des mesures d'austérité qui seront appliquées pour imposer une remise à l'équilibre des comptes de la Sécurité Sociale, alors qu'en même temps le gouvernement veut faire croire à une augmentation de pouvoir d'achat par la suppression des cotisations salariales sur les salaires et traitements. Le coût en sera supporté par la population avec la nécessité de trouver des solutions dans le privé lucratif pour suppléer à la disparition des services publics. Cette perte de financement de la Sécurité Sociale se concrétisera aussi par un report des coûts sur des assurances privées et, bien sûr, par la fermeture d'établissements hospitaliers.

L'austérité, pour favoriser le transfert de l'activité du service public vers le secteur privé (pourtant plus cher et moins efficace), est une vieille recette que nous sert le Premier Ministre, sous couvert de récupérer quelques euros.

Les 54 mesures du plan « Santé 2022 » n'existent que dans l'objectif de justifier et de pérenniser des restrictions budgétaires et la disparition du secteur public dans les territoires.

Le PLFSS 2019 et la Loi de Finances (LF 2019) sont les outils de la casse du service public. En même temps, les attaques contre le Code du travail et plus largement le statut général de la Fonction publique servent la volonté de réduire le coût du travail et de précariser davantage les agent.e.s et salarié.e.s pour faire taire toute velléité de faire valoir leurs droits. Refuser l'augmentation du point d'indice et imposer le jour de carence dans la Fonction publique ne fait qu'aggraver la situation d'agent.e.s stigmatisé.e.s parce que fonctionnaires et maltraité.e.s.

LA CGT REVENDIQUE :

- Des augmentations urgentes de salaires, en particulier par la revalorisation des points d'indice.
- Une réelle égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- Des créations d'emplois statutaires pour l'accomplissement des missions publiques, l'amélioration des conditions de travail et la résorption de la précarité.
- Le renforcement du Statut Général et des statuts particuliers, par la primauté des concours, des corps et la revalorisation des carrières, par le maintien des conventions collectives et de la hiérarchie des normes.
- L'amélioration des droits à la retraite, axée sur le code des pensions civiles et militaires.
- La reconnaissance de la manière de rendre le service public dans le déroulement de carrière et, par voie de conséquence, la fin de toute forme de salaire au mérite.
- De nouveaux droits sociaux pour les retraité.e.s et pour les plus fragiles (dépendance).
- La sortie des politiques d'austérité et l'octroi des moyens de financement nécessaires.

C'est par la mobilisation contre le PLFSS 2019, la LF 2019 que nous ferons bouger les lignes. C'est par l'intervention des agent.e.s et des salarié.e.s que nous empêcherons le gouvernement d'appliquer sa politique d'austérité ! La population doit être entendue, les salarié.e.s et agent.e.s écouté.e.s pour remettre l'humain au cœur de la santé et de l'action sociale.

Toutes et tous dans l'action le 4 OCTOBRE et le 9 OCTOBRE dans les initiatives, les manifestations et la grève, partout où la CGT se mobilise pour des politiques sociales et salariales à la hauteur d'un service public au service de la population.